

*Les subsides*

Monsieur le Président, la question de la partie sud de Moresby témoignera de nos valeurs en tant que société. Quelle importance accordons-nous à l'esthétique, à l'intangible et même aux valeurs spirituelles que représente cette région? Ces éléments ne se prêtent guère à des analyses coûts-bénéfices. Cela ne les empêche cependant pas de s'imposer à nous. Qui plus est, quelques-uns des plus solides arguments en faveur de la sauvegarde de la partie sud de Moresby sont d'ordre économique. Cependant, il y a aussi les autres arguments, fondamentaux pour notre peuple, ceux qui posent la question de savoir si nous irions jusqu'à sacrifier l'alimentation, l'habillement et le logement.

Monsieur le Président, la Providence a jugé bon de nous accorder le deuxième pays en importance au monde par l'étendue, un pays dont les ressources abondent au-delà de tout ce que peuvent imaginer la plupart des autres pays et qui excèdent même nos propres capacités d'exploitation. Avons-nous la volonté de protéger les caractéristiques les plus remarquables d'un pays aussi vaste et aussi riche? Comme nous avons bénéficié de la prévoyance des autres générations, nous avons la possibilité de sauvegarder et de transmettre quelque chose de spécial à nos enfants, à leurs enfants et à leurs petits-enfants.

• (1240)

La Genèse nous dit que le Seigneur a créé la planète et toutes les créatures vivantes qui s'y trouvent et il nous en a donné la possession. C'est à nous, mortels, de décider si nous allons gérer sagement ces trésors qui remettent notre existence dans son contexte et lui donnent sa signification, ou si nous allons les considérer comme des choses dont on peut se passer dans notre société de gaspillage.

Sir John A. Macdonald, le premier premier ministre du Canada, l'homme qui a forgé notre pays d'un océan à l'autre à partir d'un grand territoire vierge, qui a ouvert l'Ouest en unissant par le chemin de fer, notre pays naissant, avait la vision d'un grand dominion dans cette moitié hivernale de l'Amérique du Nord. Il a compris l'intérêt d'établir le premier parc national de notre pays à Banff en 1885.

Banff, à cette époque-là, n'était que 10 kilomètres carrés d'espace vierge entourant quelques sources chaudes. Comme aujourd'hui les îles de la Reine-Charlotte, Banff semblait isolé et inaccessible, voire inhospitalier. Bien des arguments utilisés aujourd'hui pour s'opposer à l'établissement d'un parc national dans la région sud de Moresby ont été invoqués en 1885 contre Banff. «Qui pourrait bien vouloir y aller?» Sir John A. Macdonald a eu une intuition qui est allée bien au-delà des besoins et des désirs immédiats de sa génération. Sommes-nous nous-mêmes tellement incapables d'intuition que nous ne pouvons prendre des mesures pour sauver cette partie importante de notre héritage naturel? Ne pouvons-nous pas réussir à déclarer que cette région est exceptionnelle, qu'elle mérite d'être protégée et qu'il faut la sauver? Seuls nous, les Canadiens, pouvons sauver la région sud de Moresby, sinon personne ne le fera. Une fois qu'elle sera perdue, ce sera irrémédiable.

Au moment même où je parle, le gouvernement du Canada s'occupe d'accélérer d'actives négociations avec le gouvernement de la Colombie-Britannique. J'attends avec impatience la dernière proposition faite par le gouvernement de la Colombie-Britannique à la suite d'une discussion approfondie de la vice-premier ministre (M. Mazankowski) et moi avons eue avec le

premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Vander Zalm.

En me fondant sur cette discussion et sur les rapports de presse qui arrivent actuellement de Victoria, j'estime que le gouvernement fédéral et celui de la Colombie-Britannique sont résolus à agir en commun pour résoudre cette question très vitale.

**Des voix:** Bravo!

**M. McMillan:** On verra aujourd'hui si j'ai raison, peut-être même avant la fin du débat sur cette importante question. Quelle qu'en soit l'issue, et j'ai confiance qu'elle sera ce que nous voulons tous, je remercie tous les députés de tous les partis de leur soutien et de leur encouragement. Bien que nous puissions avoir des divergences de vues entre députés et partis sur les détails concernant l'établissement du parc national, nous sommes, je pense, d'accord sur une chose—il faut sauver la région sud de Moresby. Soyons à la hauteur de la situation et agissons.

**Des voix:** Bravo!

**M. Scott (Hamilton—Wentworth):** Monsieur le Président, je félicite chaleureusement le ministre de l'Environnement (M. McMillan) de mener très efficacement non seulement les négociations avec la Colombie-Britannique mais aussi le débat impartial et très constructif auxquels se livrent dans cette Chambre des députés des divers partis politiques représentant des régions du pays aussi différentes que Skeena et Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe à Terre-Neuve.

Sans vouloir verser dans le cynisme habituel de mon ancienne profession dans les médias, je voudrais obtenir un éclaircissement du ministre. Je suis confiant que ma question est tout à fait théorique, mais considérons l'hypothèse du pire scénario possible et demandons-nous ce qui se produirait si les négociations en vue d'établir un parc national échouaient. Qu'arrive-t-il si cela ne marche pas? Le gouvernement a-t-il une autre option? Par exemple, pourrions-nous agir unilatéralement pour établir un parc national à South Moresby sans la coopération de la province? C'est une question importante que je demanderais au ministre de clarifier.

**M. McMillan:** Monsieur le Président, je répondrai d'abord sur le plan technique et ensuite sur le plan financier. Sur le premier plan, nous devons tenir compte du fait que cette région n'appartient pas au gouvernement du Canada mais à la Colombie-Britannique. Même si nous le voulions, nous ne pourrions pas nous y comporter en maîtres et y établir un parc national sans le consentement des gens de la Colombie-Britannique représentés par leur gouvernement.

Certains prétendent que nous devrions fermer le robinet financier, c'est-à-dire annuler les paiements de transfert et dénoncer les accords fédéraux-provinciaux dans le domaine de la foresterie par exemple. Nous n'envisageons même pas ces solutions parce que les Canadiens n'en voudraient pas. Ce n'est pas conforme à l'esprit de notre pays.

A ce dernier sujet, je pense qu'un parc national doit résulter de la volonté des gens qui profitent des valeurs à préserver. Comme le reste de notre réseau de parcs nationaux, qui n'est achevé qu'à moitié, doit l'existence à un effort de volonté répandant à ce que les gens désiraient pour leur pays plutôt qu'à l'entêtement ou à la manie, et encore moins à une décision